

Nous nous réunissions en une époque où il y a beaucoup de chômage au Canada. L'automne dernier, nous avons été convoqués à un moment où nos marchés n'augmentaient pas suffisamment pour répondre aux besoins du peuple canadien, de l'industrie canadienne, de l'agriculture canadienne et des ouvriers canadiens. Nous nous sommes réunis à un moment où il y avait de fait une baisse des placements au Canada, où se faisaient attendre les capitaux de placement destinés à intensifier la production, à créer des marchés suffisants pour répondre à nos besoins sociaux et à contrebalancer les conséquences de plus en plus importantes de l'automatisation. Ces capitaux ne s'offraient pas en quantité suffisante. Nous nous sommes réunis aussi au moment où le revenu net de l'agriculture canadienne subissait une autre baisse.

On nous avait appelés à reprendre tôt la session du Parlement. Nous étions revenus dès le 17 novembre. Nous avons entendu un long discours du trône qui contenait des propositions bien précises. On nous avait informés qu'il fallait nous attendre à un petit budget avant le congé de Noël. Nous avons reçu plusieurs assurances verbales comme celle-ci: «Vous n'avez encore rien vu.»

Nous avons passé trois années à débroussailler: maintenant le gouvernement va s'attaquer aux grands arbres. Certes, grandes étaient les espérances du peuple canadien. On espérait qu'enfin, après bien des atermoiements, le gouvernement songerait à s'attaquer aux besoins du peuple canadien, à s'y attaquer résolument et selon des conceptions hardies. Et à présent, pas plus tard que cet après-midi, quelle n'est pas notre surprise d'entendre le ministre des Finances (M. Fleming) annoncer qu'il n'y a pas de crise! S'il n'y a pas de crise, je puis alors demander pourquoi on y est allé avec fanfares et trompettes et pourquoi, au cours des derniers mois de l'année écoulée, le gouvernement s'est évertué à assurer aux Canadiens qu'il reconnaissait l'extrême gravité de la situation et qu'il allait entreprendre des mesures qui commenceraient à faire pencher les hautes cimes.

Au lieu de quoi, le budget supplémentaire qu'on nous a présenté n'a été qu'un reniement des promesses que le parti conservateur a formulées au cours de la campagne électorale. Au lieu de donner suite à leurs promesses électorales, les torys canadiens sont revenus aux vieilles politiques torys traditionnelles du régime de feu R. B. Bennett qui sont tombées en déconsidération: relèvement tarifaire, augmentation des taux d'intérêt auxquels sont assujétis les Canadiens, réduction de la production industrielle et agricole. Dans leur budget supplémentaire, les conservateurs, comme ils en ont l'accoutumance,

n'ont accordé des faveurs qu'aux grosses entreprises et qu'aux sociétés canadiennes de placements.

D'aucuns s'imaginent que lorsque le peuple a faim, il suffit d'en ajouter un peu plus à la table des riches pour que, d'une façon ou d'une autre, le surplus s'en déverse chez les affamés et réponde à leurs besoins. A notre avis, les remèdes que propose le gouvernement ne nous aideront pas à venir à bout du chômage. Ils ne nous aideront pas à trouver des débouchés pour nos produits. Ils ne nous fourniront pas les capitaux de placement nécessaires. Ils ne répondront pas aux besoins de notre agriculture.

Je me réjouis de ce que le gouvernement s'efforce de réduire la proportion des actions que détiennent les Américains dans l'industrie canadienne. En même temps, cependant, le ministre a aussi porté un autre dur coup à nos paliers inférieurs de gouvernement, en imposant, en fait, des sanctions aux municipalités et aux gouvernements provinciaux s'ils empruntent à l'étranger pour satisfaire à leurs besoins de capitaux. Par sa proposition que renferme le budget, le gouvernement hausse effectivement les taux d'intérêt qu'auront à payer les commissions d'hôpitaux, les commissions scolaires, les municipalités et les gouvernements provinciaux, car dorénavant, s'ils veulent emprunter de l'argent à New-York, ils devront sans aucun doute payer un taux d'intérêt plus élevé qu'auparavant.

Je regrette également que le gouvernement, qui s'emploie à décourager les placements américains au Canada, n'ait rien à proposer qui soit de nature à inciter les Canadiens à placer des fonds dans les entreprises canadiennes. On ne propose rien pour remplacer les capitaux américains par les capitaux canadiens. Or nous aurons besoin de capitaux pour faire face aux problèmes que posent l'expansion de la main-d'œuvre, l'automatisation, l'intensification de la production agricole et industrielle ainsi que l'abaissement des prix de revient. Nous avons donc besoin de capitaux. Le gouvernement a eu une heureuse initiative, mais il n'a pas été jusqu'à encourager les Canadiens à placer des fonds dans les entreprises canadiennes, et il a ajouté au fardeau des gouvernements locaux.

Le gouvernement n'a rien fait pour encourager les capitaux canadiens actuellement sans emploi à s'orienter vers les entreprises canadiennes. Il lui faudra faire bien davantage dans ce domaine. Les capitalistes canadiens ne vont pas placer leurs épargnes durement gagnées dans des entreprises chimériques. Ils ne placeront des fonds que là où les chances de profit sont réelles. Avec un gouvernement qui ne peut pas leur donner l'assurance de